

ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2022-

39

du 15 MARS 2022

**complémentaire à l'arrêté préfectoral n° 2012-DDT/SABE/ADDL-18 du 2 octobre 2012
autorisant la société Eurogranulats à prolonger l'exploitation d'une installation de
stockage de déchets inertes pour une période de 3 ans sur le territoire des communes
de Deting et de Niedervisse
(ENREGISTREMENT)**

Le préfet de la Moselle
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

Vu le décret n° 2014-1501 du 12 décembre 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral DCL n° 2020-A-93 du 31 décembre 2020 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier Delcayrou, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-DDT/SABE/ADDL-18 du 2 octobre 2012 portant autorisation de la société Altima pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes pour une période de 10 ans au lieu-dit Eisenbush sur le territoire des communes de Deting et de Niedervisse ;

Vu la demande en date du 20 juillet 2015 de la société Eurogranulats de bénéficier du droit d'antériorité prévu aux articles L.513-1, R.513-1 et R.513-2 du code de l'environnement pour l'installation de stockage de déchets inertes ;

Vu le courrier préfectoral du 13 novembre 2015 actant le changement d'exploitant au bénéfice de la société Eurogranulats ;

Vu le dossier de porter à connaissance reçu en préfecture de la Moselle le 3 janvier 2022 ;

Vu le rapport du 22 février 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées, relatif à l'examen du porter à connaissance ;

Vu le courrier préfectoral du 28 février 2022 informant la société Eurogranulats des prescriptions complémentaires envisagées ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant formulées par courrier du 9 mars 2022 dans le délai imparti ;

Considérant que la société Eurogranulats est dûment autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes au lieu-dit Eisenbush sur le territoire des communes de Denting et de Niedervisse ;

Considérant que par le dépôt d'un dossier de porter à connaissance le 3 janvier 2022, la société Eurogranulats sollicite une augmentation de la durée d'exploitation de trois ans et une diminution des quantités maximales de déchets pouvant être admises chaque année sur le site à 50 000 t/an ;

Considérant que la modification demandée :

- ne conduit pas à dépasser un seuil quantitatif de classement ;
- ne modifie pas les limites géographiques d'exploitation déjà autorisées ;
- n'est pas de nature à augmenter les dangers ou inconvénients dont le site est susceptible d'être à l'origine ;

Considérant que la quantité de déchets stockés depuis le début d'exploitation et que les quantités maximales annuelles de déchets pouvant être admises (50 000 t/an) pour les 3 années d'exploitation futures réduira la capacité maximale initialement autorisée de stockage de l'installation ;

Considérant que la quantité de déchets stockés depuis le début d'exploitation et que les quantités maximales annuelles de déchets pouvant être admises (50 000 t/an) ne permettent pas d'atteindre la capacité maximale initiale autorisée (1 000 000 tonnes) de l'installation de stockage de déchets inertes

Considérant que la réduction de la capacité totale de l'installation impacte les conditions de remise en état prévues initialement ;

Considérant que la demande de modification justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté de prescriptions générales susvisé, et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la modification demandée n'est pas substantielle au sens du II de l'article R.512-46-23 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur de la modification ne rendent pas nécessaire la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques prévue par l'article R.512-46-22 du code de l'environnement ;

Considérant la nécessité de reprendre dans un seul acte préfectoral les dispositions applicables au site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

A R R E T E

CHAPITRE 1 – BENEFICIAIRE ET PORTEE

Article 1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Eurogranulats dont le siège social est situé 1 rue du canal - Pôle industriel du Malambas 57280 Hauconcourt, est autorisée à poursuivre les activités qu'elle exploite sur le site du lieu-dit « Eisenbush » sur les communes de Deting et de Niedervisse (57220) pour une durée de trois ans sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Article 1.2 - Champ et portée du présent arrêté

Les dispositions du présent arrêté concernent :

- Une installation de stockage de déchets inertes ;
- Une installation de transit et de recyclage de matériaux minéraux ;
- Une installation de broyage, criblage, concassage de matériaux inertes.

CHAPITRE 2 – NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

| Rubrique | Installations et activités concernées | Éléments caractéristiques | Régime * |
|-----------------|---|--|----------|
| 2760-3 | Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 3. Installation de stockage de déchets inertes | Capacité ramenée à 200000 tonnes sur une durée totale de 13 ans. Quantité maximale de déchets inertes admissible : 50 000 t/an | E |
| 2515-1.b | 1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW | Puissance totale installée : 72 kW | D |

| | | | |
|---------------|--|---|----------|
| 2517-2 | Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ² | Superficie de l'aire de transit : 6 800 m² | D |
|---------------|--|---|----------|

E : Enregistrement D : Déclaration

Article 2.2 - Situation de l'établissement

Les installations enregistrées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

| Communes | lieux-dits | Parcelles | | Surface affectée à l'installation (m ²) | Surface affectée au stockage de déchets (m ²) |
|--------------------|------------|-----------|--------|---|---|
| | | Section | Numéro | | |
| Denting | Eisenbush | 17 | 47 | 27 394 | 25 970 |
| Niedervisse | Eisenbush | 5 | 129 | 956 | 0 |

La surface foncière affectée est de 28 350 m².

Article 2.3 – Durée de l'exploitation

La durée d'exploitation des installations est prolongée d'une durée de trois ans à compter de la notification du présent arrêté.

CHAPITRE 3 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

Article 3.1 – Prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles des actes administratifs antérieurs. Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2012-DDT/SABE/ADDL-18 du 2 octobre 2012 sont abrogées.

Article 3.2 – Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- L'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- L'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'enregistrement.

CHAPITRE 4 – COMPLEMENTS DES PRESCRIPTIONS GENERALES

Les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées par celles des articles 4.1 et 4.2 ci-après.

Article 4.1 - Progression de l'exploitation – phasage

En complément des dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 susvisé, l'organisation du stockage des déchets doit permettre un réaménagement progressif et coordonné du site selon le phasage suivant :

- Phase n°1 : Casier n°1 ;
- Phase intermédiaire : Casiers n°2, 3, 4, 5, 6 ;
- Phase finale : Casiers n°7, 8, 9, 10.

Article 4.2 – Réaménagement du site après exploitation

En complément des dispositions prévues au chapitre X de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 susvisé, l'exploitant transmet au préfet, dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté, les éléments relatifs aux conditions de remise en état de l'installation de stockage de déchets inertes à l'échéance du délai d'exploitation prolongé.

CHAPITRE 5 – INFORMATION DES TIERS, EXECUTION

Article 5.1 - Information des tiers

1) une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies de Deting et de Niedervisse et pourra y être consultée par toute personne intéressée ;

2) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans les mairies des communes susvisées ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires des communes susvisées et adressé à la préfecture.

3) l'arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'Etat en Moselle (*publications - publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Forbach-Boulay-Moselle*) pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 6 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, les maires de Deting et Niedervisse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Eurogranulats dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de l'arrondissement de Forbach-Boulay-Moselle.

Fait à Metz, le 15 MARS 2022

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Olivier Delcayrou

Délais et voies de recours

En application de l'article R 181-50 du Code de l'environnement :

"Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°."

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.